

Guide de Soutien National au tourisme durable

France

Footprint

Table des matières

Introduction et contexte national.....3

Cadres nationaux de politique publique et de soutien.....6

Application des Principes d'action dans le contexte national 12

Bonnes pratiques.....17

Tourisme culturel.....18

Écotourisme.....20

Tourisme d'aventure.....22

Recommandations pour les PME.....24

Ressources pour aller plus loin.....27

Co-funded by the European Union

Introduction et contexte national



Aperçu du secteur du tourisme en France

La France est l'une des premières destinations touristiques mondiales par le nombre d'arrivées internationales. En 2024, elle a accueilli 100 millions de visiteurs internationaux, générant 71 milliards d'euros de recettes internationales (Atout France, 2025). La contribution directe du secteur au PIB s'est élevée à 3,8 %, soit 108,7 milliards d'euros en 2023 (INSEE, Compte satellite du tourisme, 2025). La consommation touristique intérieure totale, qui inclut les dépenses des résidents et des non-résidents, a atteint 211 milliards d'euros la même année (Atout France, 2025). Au-delà des retombées économiques, le secteur de l'hébergement et de la restauration emploie 1,3 million de salariés du privé, ce qui fait du tourisme l'un des premiers employeurs en France (URSSAF via Atout France, 2025). Ce secteur est directement lié au tourisme. L'hébergement touristique collectif a enregistré pas moins de 451 millions de nuitées sur le territoire en 2024 (INSEE, 2025).

L'offre touristique française est diversifiée. Elle va des zones littorales et des stations de montagne aux villes et aux paysages ruraux. Cette diversité géographique et culturelle est à la fois une force pour le secteur et une source de nombreux défis en matière de développement durable.

Le secteur se caractérise par une forte densité de petites et moyennes entreprises (PME). Les hébergeurs indépendants, les restaurants, les prestataires d'activités et les services de guides locaux constituent l'ossature du tourisme dans la plupart des régions françaises, en particulier dans les zones rurales et littorales où le tourisme est souvent la principale source d'emploi local.

Ces dernières années, la politique touristique française s'est orientée vers un engagement en faveur d'un tourisme plus durable.

Défis en matière de durabilité dans le secteur touristique français

Le secteur touristique français fait face à plusieurs défis interdépendants en matière de durabilité. L'un des plus importants est la répartition inégale des flux de visiteurs. En France, 80 % de l'activité touristique se concentre sur seulement 20 % du territoire. Les zones littorales, les stations alpines et une poignée de grandes villes absorbent l'essentiel des visiteurs (ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, 2023). Cette concentration exerce une pression importante sur les milieux naturels, les infrastructures locales et les communautés, en particulier pendant les mois d'été.

Le changement climatique constitue par ailleurs une préoccupation croissante. Il menace les entreprises qui dépendent d'un tourisme saisonnier et lié à la nature, comme les destinations de montagne, déjà confrontées à une baisse de l'enneigement et au recul des glaciers. Les zones côtières sont aussi exposées à des risques croissants d'érosion et d'inondation. Dans le même temps, le secteur contribue lui-même au problème. Les activités liées au tourisme représentent environ 11 % des émissions de gaz à effet de serre françaises (ADEME, 2023).

Le tourisme entretient aussi des liens étroits avec les communautés locales. Dans des destinations prisées comme le Mont-Saint-Michel, les Calanques ou la côte basque, le surtourisme est devenu une réelle préoccupation. Les habitants font face à une hausse du coût du logement et à une perte progressive de leur identité locale. Mais dans un même temps, dans de nombreuses régions rurales et périphériques, le tourisme reste l'une des seules sources fiables d'emploi et de revenus. L'enjeu est de faire en sorte que les flux de visiteurs génèrent des bénéfices réels pour les communautés locales, plutôt que de simplement les traverser. La France a développé des cadres de durabilité ambitieux au niveau national, mais ceux-ci peuvent sembler éloignés du quotidien des PME.

Pourquoi la durabilité est importante pour les PME touristiques françaises

Les PME touristiques françaises sont en première ligne de la transition vers la durabilité. Elles façonnent l'expérience des visiteurs, elles utilisent quotidiennement des sites naturels et culturels, et elles sont parmi les premières à ressentir les effets du changement climatique et du surtourisme. Mais cette position ouvre aussi de réelles opportunités. Les entreprises qui s'engagent dans une démarche de durabilité peuvent en tirer plusieurs bénéfices :

- Réduire leurs coûts d'exploitation grâce à une meilleure efficacité énergétique et une gestion plus sobre des ressources
- Attirer des visiteurs sensibles aux entreprises responsables et respectueuses de l'environnement

- Renforcer leur réputation et leur image de marque
- Accéder à des financements et à des dispositifs d'accompagnement liés à la durabilité

Il faut néanmoins reconnaître les contraintes auxquelles les PME sont déjà confrontées : saisonnalité de la demande, marges réduites, difficultés de recrutement et hausse des coûts de l'énergie. Dans ce contexte, la durabilité peut facilement passer au second plan.
Il est important de retenir que la durabilité ne suppose pas forcément une refonte entière de son mode de fonctionnement. Des actions simples et peu coûteuses peuvent avoir un impact mesurable dans la durée, comme passer à un fournisseur local, faire un audit énergétique, ou revoir la manière dont les visiteurs sont informés sur leur environnement. La France dispose par ailleurs d'un écosystème d'accompagnement relativement développé pour les entreprises engagées dans leur transition écologique, entre Atout France, les agences régionales du tourisme et les programmes financés par l'UE. La difficulté tient souvent au manque de visibilité sur les dispositifs existants et sur la façon de les relier à la réalité concrète d'une petite entreprise. Ce guide vise à combler cet écart en transposant les cadres nationaux et les dispositifs existants en recommandations concrètes, directement applicables par les PME touristiques françaises.

Objectif de ce Guide de Soutien National

Ce Guide de Soutien National a été conçu pour rendre la durabilité plus accessible et plus atteignable pour les PME touristiques en France. Le guide vise à :

- Transposer les principes européens de durabilité au contexte français
- Mettre en avant les politiques, dispositifs de soutien et opportunités de financement pertinents au niveau national
- Fournir des recommandations pratiques applicables au quotidien dans la gestion d'une entreprise

Plutôt que de s'attarder sur la théorie, ce guide est pensé pour appuyer l'action. Il rassemble les informations les plus pertinentes pour les entreprises touristiques françaises et les présente de façon claire et facile à consulter, quelle que soit la taille de l'entreprise ou son point de départ. La France ne manque pas d'ambition en matière de tourisme durable. Ce dont les PME ont souvent besoin, c'est d'un chemin plus clair entre cette ambition et l'action concrète.



Cadres nationaux de politique publique et de soutien

Aperçu du paysage politique

La durabilité s'intègre progressivement dans les politiques publiques, ce qui reflète une attention croissante portée à la protection de l'environnement, au développement territorial et à la résilience climatique.

Au niveau national, si certaines politiques concernent spécifiquement le tourisme, la plupart s'inscrivent dans des cadres plus larges d'action climatique et de développement territorial. Leur portée est large et elles s'adressent principalement aux autorités publiques et aux collectivités locales. Elles n'en exercent pas moins une influence indirecte significative sur les écosystèmes touristiques, en façonnant de plus en plus l'environnement réglementaire et opérationnel des PME et des entreprises du secteur.

Au niveau régional, le développement du tourisme durable s'appuie sur des cadres de planification stratégique qui assurent la mise en œuvre territoriale des objectifs nationaux et leur adaptation aux spécificités régionales. Au niveau local, la gouvernance touristique s'organise autour de stratégies de destination portées par les collectivités locales et les Offices de Tourisme, qui traduisent les priorités nationales et régionales en approches concrètes de développement territorial, notamment en matière de gestion des flux de visiteurs, de valorisation du patrimoine et de positionnement des destinations sur le plan de la durabilité.



Principales politiques et stratégies nationales

Si le tourisme durable est influencé par un large éventail de politiques climatiques et territoriales, plusieurs stratégies et cadres politiques nationaux jouent un rôle particulièrement important dans la transition du secteur vers davantage de durabilité.

Destination France est la principale stratégie nationale dédiée spécifiquement au secteur touristique. Lancé en 2021, ce plan vise à maintenir la position de la France comme première destination touristique mondiale, tout en en faisant la destination de référence pour le tourisme durable.

La stratégie cherche à mobiliser les acteurs publics et privés du tourisme autour de l'amélioration de la qualité, de la résilience et de la durabilité du secteur, à travers des priorités telles que le développement des talents, la qualité touristique, la transition écologique et numérique, et la promotion des destinations.
Le tourisme s'intègre aussi de plus en plus dans les politiques climatiques au sens large. Le **Troisième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique**, qui fixe des actions pour préparer la société française, ses infrastructures, ses politiques publiques et ses secteurs économiques aux effets du changement climatique d'ici 2030, identifie le tourisme comme un secteur nécessitant une adaptation. Le tourisme fait l'objet en particulier de la Mesure 35, qui vise à accompagner l'adaptation des activités touristiques tout en conciliant développement économique local, préservation des ressources et des sites naturels, et résilience climatique.



En appui de ces cadres politiques, **l'ADEME** publie régulièrement des études, des rapports et des guides pratiques sur les enjeux climatiques et de durabilité, y compris le tourisme durable. Sa Stratégie 2023-2025 pour la transition écologique et la transformation du secteur du tourisme apporte un accompagnement dédié à la transition environnementale de la filière. Elle met l'accent sur la sensibilisation, l'accompagnement et le soutien à l'action, à court, moyen et long terme. Cette stratégie combine des approches propres au secteur avec des thématiques transversales telles que l'énergie, la mobilité, la biodiversité et la gestion des ressources.

Dispositifs de financements et de soutien aux PME

Un large éventail de soutiens financiers, techniques et d'accompagnement est disponible pour aider les PME touristiques à évoluer vers des pratiques plus durables. Cela comprend des aides financières, un accompagnement technique, des formations, des guides pratiques et des réseaux professionnels.
Parmi les dispositifs les plus pertinents :

- ADEME propose des formations sur les enjeux liés au tourisme, des outils pratiques et sectoriels aidant les opérateurs touristiques à identifier les risques climatiques et à mettre en œuvre des mesures d'adaptation, ainsi que des aides et des appels à projets pour le développement du tourisme durable.



- La Direction Générale des Entreprises fournit des ressources sectorielles et des orientations politiques pour aider les PME à répondre aux exigences de durabilité, avec des dispositifs dédiés à leur transition écologique.
- Atout France apporte un accompagnement technique, des programmes de renforcement de compétences, des études sectorielles et des opportunités de mise en réseau pour les acteurs du tourisme. L'agence contribue également à la mise en œuvre d'appels à projets nationaux et de programmes d'innovation, soutient des démarches de qualité et de durabilité comme Destination d'Excellence, et facilite la diffusion des bonnes pratiques dans le secteur.
- Bpifrance propose des outils de financement (prêts, garanties, prises de participation), ainsi que des aides dédiées et des services de conseil pour accompagner les PME dans leurs projets d'innovation et de transition écologique, y compris dans le secteur touristique.
- Au niveau régional, les PME touristiques peuvent bénéficier de dispositifs de financement, souvent rattachés aux stratégies régionales de développement et de climat. Les instances régionales de gouvernance du tourisme, comme les Comités Régionaux du Tourisme, peuvent également apporter un accompagnement stratégique, des formations et des occasions de mise en réseau.
- Les Chambres de Commerce et d'Industrie offrent un accompagnement local et concret aux PME touristiques, à travers des diagnostics d'entreprise, des formations sur mesure et des conseils pour l'accès aux dispositifs de financement, tout en facilitant les liens avec les partenaires et réseaux régionaux.
- Les Offices de Tourisme jouent également un rôle important dans l’accompagnement de proximité des entreprises touristiques. Au-delà de leurs missions d’accueil et de promotion des destinations, nombre d’entre eux sensibilisent et conseillent les professionnels sur les enjeux du tourisme durable, facilitent l’accès aux dispositifs d’accompagnement et aux démarches de labellisation, et favorisent les échanges de bonnes pratiques entre acteurs locaux. Leur connaissance du territoire et leur proximité avec les entreprises en font des interlocuteurs privilégiés pour accompagner les PME dans leur transition.

- Des réseaux spécialisés jouent un rôle important dans l'accompagnement des PME, en promouvant des pratiques touristiques responsables et en proposant des ressources d'accompagnement et de formation (par exemple Acteurs du Tourisme Durable, Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire, etc.).

Au-delà des dispositifs nationaux, les PME peuvent accéder à un ensemble de programmes financés par l'UE en soutien à la durabilité, à l'innovation et à la transition écologique. La diversité des opportunités disponibles reste cependant un défi, ce n'est pas toujours simple d'identifier les dispositifs les plus pertinents et s'orienter dans les démarches de candidature.

Certifications, labels et démarches de durabilité

Les labels et certifications peuvent jouer un rôle important en permettant aux entreprises touristiques de démontrer leur engagement en matière de durabilité, de structurer leurs démarches et de favoriser l'amélioration continue de leurs pratiques. Ils contribuent également à renforcer leur crédibilité auprès des visiteurs et des partenaires professionnels.

Ces dispositifs couvrent différents domaines : gestion environnementale (énergie, eau, déchets, ressources), conditions de travail, accessibilité, développement économique local, préservation du patrimoine culturel ou encore participation des communautés locales. Leur portée et leurs modalités d'évaluation varient selon les organismes qui les portent.



En France, les entreprises touristiques peuvent notamment s'appuyer sur plusieurs catégories de dispositifs :

- Labels publics nationaux : portés par l'État français et gérés notamment par Atout France, ils reconnaissent des engagements spécifiques des professionnels du tourisme. Parmi eux figurent Destination d'excellence, qui associe qualité de l'accueil, des services et écoresponsabilité, ainsi que Tourisme & Handicap, consacré à l'accessibilité de l'offre touristique aux personnes en situation de handicap.
- Labels non gouvernementaux français ou déployés en France : développés par des associations, des réseaux professionnels ou d'autres organismes indépendants des pouvoirs publics, ils répondent à des enjeux sectoriels spécifiques. On peut notamment citer Clef Verte, label environnemental international porté en France par l'association Teragir ; Écogîte, démarche environnementale du réseau Gîtes de France ; ou encore le label Tourisme Équitable et Solidaire de l'ATES, qui valorise les pratiques équitables et solidaires des opérateurs de voyages et leurs relations avec les communautés d'accueil.
- Labels et certifications européens ou internationaux : l'Écolabel européen constitue un dispositif officiel de l'Union européenne applicable notamment aux hébergements touristiques. D'autres certifications internationales, comme Green Globe ou ISO 14001, permettent aux entreprises d'évaluer et de faire reconnaître leurs pratiques de durabilité ou leurs systèmes de management environnemental. Les critères du Global Sustainable Tourism Council (GSTC) constituent également un cadre de référence international pour le secteur touristique, sans correspondre à une certification directement délivrée aux entreprises par le GSTC.

Au-delà de la reconnaissance externe, ces dispositifs peuvent constituer de véritables outils de pilotage et d'amélioration continue. Toutefois, l'obtention d'un label ou d'une certification n'est pas nécessairement la première étape pour une PME. Il est souvent préférable de commencer par identifier ses principaux impacts, définir quelques priorités d'action et se faire accompagner, avant de choisir une démarche adaptée à son activité, à ses moyens et à ses objectifs.



Points clés à retenir pour les PME

Pour les PME touristiques en France, la durabilité s'intègre de plus en plus dans les politiques touristiques et climatiques aux niveaux national, régional et local. Le paysage politique peut sembler complexe, mais plusieurs messages clés s'en dégagent :

La durabilité devient une condition essentielle de la compétitivité et de la résilience à long terme des entreprises touristiques.

Un large éventail de dispositifs de soutien est disponible : guides pratiques, formations, réseaux professionnels, aides et appels à projets. Des organismes nationaux comme l'ADEME, Atout France et la Direction Générale des Entreprises proposent des ressources et un accompagnement pour aider les entreprises à progresser dans leur démarche de durabilité. Les collectivités régionales, les comités du tourisme et les organismes touristiques locaux jouent eux aussi un rôle important, en accompagnant les entreprises et en les mettant en lien avec les opportunités pertinentes.

Les dispositifs de certification peuvent aider à structurer une démarche de durabilité, à renforcer la crédibilité et à répondre aux attentes croissantes des visiteurs, mais ils ne constituent pas nécessairement la première étape.

Les PME peuvent commencer par des actions simples et atteignables, puis construire progressivement leur démarche de durabilité en s'appuyant sur les nombreux outils et dispositifs de soutien disponibles.

Plutôt que de chercher à maîtriser chaque politique ou chaque programme dans le détail, les PME ont intérêt à identifier les ressources, les réseaux et les opportunités de financement les plus pertinents pour leurs besoins et leur stade de développement.

Application des Principes d'action dans le contexte national

Cette section transpose les huit Principes d'Action FOOTPRINT en actions concrètes pour les PME touristiques en France. Ces principes s'appuient sur le cadre GreenEntreComp, un référentiel de compétences entrepreneuriales axé sur la durabilité, qui met l'accent sur la capacité à identifier des opportunités, à mobiliser des ressources et à passer à l'action pour développer des activités plus durables. Les Principes d'Action FOOTPRINT traduisent cette approche en orientations concrètes adaptées aux réalités des PME touristiques.
Dans ce guide, les huit principes sont regroupés selon les trois domaines de compétences de GreenEntreComp : « Idées et Opportunités », « Ressources » et « Passer à l'action » afin de faciliter leur compréhension et leur application dans le contexte touristique français.

Idées et Opportunités

Responsabilité environnementale

La responsabilité environnementale consiste à gérer l'impact environnemental quotidien d'une entreprise touristique de façon structurée et cohérente. Cela concerne la consommation d'énergie et d'eau, la production de déchets et les choix d'approvisionnement. Pour les PME françaises, ce principe rejoint directement les enjeux de réduction des coûts et d'efficacité opérationnelle, d'autant plus que les prix de l'énergie restent élevés. Commencer par un simple audit énergétique ou un diagnostic déchets est souvent le point d'entrée le plus accessible.
En France, les PME touristiques peuvent s'appuyer sur différents dispositifs de diagnostic et d'accompagnement proposés notamment par les acteurs institutionnels et les réseaux professionnels du tourisme, afin d'évaluer leurs pratiques environnementales et de définir des priorités d'action. L'ADEME, Bpifrance et certains dispositifs régionaux peuvent également soutenir des projets de transition écologique, notamment en matière d'efficacité énergétique et de gestion des ressources, selon les conditions d'éligibilité en vigueur. Les entreprises souhaitant valoriser leurs engagements auprès de leurs clients et partenaires peuvent ensuite envisager une démarche de labellisation, notamment à travers l'Écolabel européen pour les hébergements touristiques ou Clef Verte.

Biodiversité et ressources naturelles



La France abrite un patrimoine naturel exceptionnel, avec 11 parcs nationaux, 60 parcs naturels régionaux et 1 756 sites Natura 2000, ces derniers couvrant environ 13 % du territoire terrestre métropolitain (OFB, 2025 ; Fédération des Parcs naturels régionaux de France, 2026 ; Ministère de la Transition écologique, s. d.). De nombreuses entreprises touristiques opèrent au sein ou à proximité de ces milieux sensibles, ce qui fait de la protection de la biodiversité à la fois une responsabilité et un atout pour l'activité. Une mauvaise gestion des flux de visiteurs dans les zones littorales, les écosystèmes de montagne ou les zones humides peut entraîner une dégradation des habitats et des dommages durables aux paysages mêmes qui attirent les visiteurs.

En France, les PME disposent de plusieurs outils concrets pour agir sur ce principe. Les gestionnaires des parcs nationaux et naturels régionaux peuvent proposer un accompagnement, des conseils et des formations aux opérateurs touristiques locaux. Les PME qui souhaitent aller plus loin peuvent s'engager dans le dispositif Refuges LPO pour favoriser la biodiversité sur leur propre site. Elles peuvent également participer aux initiatives locales de préservation des milieux naturels, notamment celles menées autour des plages et des ports engagés dans la démarche Pavillon Bleu. Travailler avec des associations naturalistes locales ou des agents des parcs pour développer des contenus pédagogiques à destination des visiteurs constitue une autre action accessible et à fort impact.

Durabilité culturelle

Le patrimoine culturel est l'un des atouts les plus importants de l'offre touristique française, de la gastronomie et des traditions régionales aux sites historiques, aux langues et aux savoir-faire artisanaux vivants. Les PME jouent un rôle clé dans la préservation et la transmission de ce patrimoine, en veillant à le valoriser de manière authentique et respectueuse des communautés locales, et en favorisant leur participation aux initiatives touristiques.

En France, le réseau Villes et Pays d'Art et d'Histoire, coordonné par le ministère de la Culture, accompagne les territoires dans la valorisation et l'interprétation de leur patrimoine, et constitue un cadre utile pour les entreprises développant des expériences ancrées dans leur territoire. Les PME peuvent aussi travailler avec des artisans, des producteurs et des associations culturelles locales, intégrer des produits et traditions régionales dans leurs services, et veiller à ce que les récits qu'elles proposent sur leur destination reflètent les voix et les perspectives des communautés locales.

Ressources

Gestion durable des ressources

Gérer efficacement l'énergie, l'eau, les matières premières et les déchets est l'un des domaines les plus concrets et les plus immédiatement bénéfiques pour les PME touristiques. Une gestion plus responsable de ces ressources permet de réduire les impacts environnementaux tout en maîtrisant les coûts de fonctionnement.
En France, la hausse des coûts de l'énergie a déjà incité de nombreuses entreprises à examiner de plus près leurs consommations, renforçant le lien entre durabilité et économies. Des actions simples, comme le suivi régulier des consommations d'énergie et d'eau, la prévention du gaspillage alimentaire, la réduction des emballages et des produits à usage unique, l'amélioration du tri ou le recours à des fournisseurs locaux et responsables, peuvent produire des résultats concrets sans nécessiter d'investissements importants. La définition de quelques indicateurs de suivi permet également aux entreprises de mesurer leurs progrès et d'adapter progressivement leurs pratiques.

Renforcement du pouvoir d'agir des communautés et inclusion sociale

Ce principe porte sur la relation entre les entreprises touristiques et les communautés dans lesquelles elles opèrent. Le tourisme peut apporter des bénéfices économiques, sociaux et culturels importants aux territoires, mais il est essentiel que ces bénéfices soient partagés équitablement et que l'identité locale soit respectée. Les PME sont bien placées pour y contribuer positivement, souvent à travers des décisions simples prises au quotidien.
Cela peut passer par l'emploi de personnel local, la collaboration avec des entreprises et des producteurs du territoire, ou la participation à des événements et initiatives communautaires. Les PME peuvent également associer les habitants et les acteurs locaux à la conception de leurs activités touristiques, afin de mieux prendre en compte leurs besoins, leurs attentes et leurs savoir-faire. L'inclusion sociale implique aussi de rendre les services et les expériences touristiques plus accessibles, notamment aux personnes en situation de handicap ou rencontrant des difficultés économiques ou sociales.
En France, les réseaux touristiques régionaux et les Offices de Tourisme peuvent apporter un soutien dans ce domaine, en facilitant les échanges, les partenariats et la coopération entre acteurs locaux. Les PME peuvent également participer à des projets soutenus par le programme LEADER, financé dans le cadre du développement rural européen, qui encourage les initiatives de développement local portées par les acteurs des territoires ruraux, sous réserve des conditions d'éligibilité applicables.

Action climatique et résilience

Le changement climatique représente un enjeu majeur pour les PME touristiques françaises, dont les activités peuvent être affectées par les vagues de chaleur, les sécheresses, les inondations, les incendies ou la diminution de l'enneigement. Renforcer la résilience climatique consiste à anticiper ces risques, à adapter progressivement les activités et à réduire les émissions de gaz à effet de serre associées au fonctionnement de l'entreprise.
Les PME peuvent commencer par identifier les principaux risques climatiques auxquels leur activité est exposée et prévoir des mesures adaptées : ajuster les horaires des activités de plein air en période de forte chaleur, améliorer le confort thermique des bâtiments, réduire les consommations énergétiques, encourager les mobilités bas carbone ou diversifier les offres touristiques pour limiter la dépendance à certaines saisons.
L'enjeu pour les PME touristiques est d'intégrer progressivement les risques climatiques dans leurs décisions, sans nécessairement engager des investissements importants dès le départ. Une première évaluation des vulnérabilités de l'activité, associée à quelques mesures prioritaires et à un suivi régulier, peut constituer une base solide pour renforcer leur capacité d'adaptation à long terme.

Passer à l'action

Sensibilisation et engagement des visiteurs

Les visiteurs jouent un rôle clé dans la durabilité, et les entreprises touristiques ont l'occasion d'influencer positivement leurs comportements. En France, où le tourisme est étroitement lié à la nature et à la culture, cet enjeu est particulièrement important. Plutôt que de se limiter à imposer des restrictions, il convient de sensibiliser les visiteurs et de les encourager à adopter des comportements responsables, de manière positive et accessible, sans complexifier leur expérience.
Par exemple, les entreprises peuvent partager des recommandations sur le respect des espaces naturels et du patrimoine culturel, encourager les mobilités douces, promouvoir les produits et services locaux ou mettre en avant des activités à faible impact environnemental. Elles peuvent également associer les visiteurs à des initiatives concrètes, comme la réduction des déchets, les économies d'eau ou la découverte des savoir-faire locaux. Le récit et la mise en valeur des histoires du territoire peuvent contribuer à renforcer le lien entre les visiteurs, les lieux et leurs habitants.
En France, les organismes touristiques régionaux, les Offices de Tourisme et les gestionnaires d'espaces naturels proposent des outils de communication et des supports de sensibilisation au tourisme responsable dont les PME peuvent s'inspirer pour adapter leurs messages à leur clientèle et à leur territoire.

Innovation et outils de transition écologique

Ce principe porte sur l'utilisation de l'innovation et d'outils pratiques pour accompagner la transition vers un tourisme plus durable. Pour les PME, innover ne signifie pas nécessairement investir massivement dans de nouvelles technologies, mais aussi trouver des façons plus efficaces et responsables de travailler, d'organiser leurs activités et de proposer leurs services. En France, les initiatives de soutien à la transition écologique et numérique des entreprises peuvent les aider à explorer ces nouvelles approches, en fonction de leurs besoins et de leurs moyens.
En pratique, cela peut passer par l'adoption de systèmes de suivi et de gestion des consommations d'énergie et d'eau, l'utilisation d'outils numériques pour réduire les impressions et optimiser les réservations, ou l'amélioration de la planification pour mieux gérer les flux de visiteurs. Les PME peuvent également explorer des solutions de mobilité durable, de réduction des déchets ou de recours aux énergies renouvelables, lorsque celles-ci sont adaptées à leur activité. La formation et la montée en compétences jouent également un rôle essentiel pour faciliter l'adoption de ces solutions et accompagner les changements organisationnels.

En France, les entreprises peuvent notamment se tourner vers l'ADEME, Bpifrance, les dispositifs régionaux d'accompagnement ou les pôles européens d'innovation numérique (EDIH), qui proposent, selon les programmes et les conditions d'accès, des ressources, des conseils ou un accompagnement pour développer des solutions innovantes et durables.



Une démarche d'ensemble

Ces huit principes sont étroitement liés et doivent être considérés comme les éléments complémentaires d'une démarche globale et intégrée de durabilité. Les progrès réalisés dans un domaine viennent souvent en soutenir un autre. Améliorer l'efficacité dans l'usage des ressources, par exemple, peut réduire les coûts tout en diminuant l'impact environnemental.

Pour les PME touristiques en France, l'essentiel est de commencer par des actions réalistes, adaptées à leur activité et à leurs moyens. La durabilité ne suppose pas une transformation immédiate, mais plutôt un engagement progressif et continu, fondé sur l'identification des priorités, la mise en œuvre d'actions concrètes et l'évaluation des progrès réalisés.
En s'appropriant ces principes et en avançant par améliorations successives, les entreprises peuvent renforcer leur résilience, enrichir leur offre aux visiteurs et contribuer à un secteur touristique plus durable, au bénéfice des territoires, des communautés locales et des entreprises elles-mêmes.

Bonnes pratiques



Footprint

Tourisme culturel







TERRES DES ANDES – LES NOUVELLES TERRES

Montpellier, Occitanie, France

Défi de durabilité rencontré

Terres des Andes – Les Nouvelles Terres est un voyagiste français spécialisé dans les voyages équitables et solidaires en Amérique latine, en Asie et en Afrique. L'entreprise propose des circuits favorisant l'immersion dans les cultures locales, les échanges et les rencontres avec les communautés d'accueil.

Organisée sous forme de société coopérative et participative (SCOP), elle place la coopération, le partage et l'équité au cœur de son modèle économique et de ses relations avec les partenaires locaux.

Depuis sa création en 2011, l'entreprise a souhaité développer une approche du tourisme fondée sur la co-construction des voyages avec les communautés d'accueil, plutôt que sur la commercialisation de circuits standardisés.

Son principal défi consiste à développer une activité économiquement viable tout en construisant des partenariats équitables et durables avec les acteurs locaux. Cette démarche demande du temps et un investissement important dans les relations humaines, afin de garantir des retombées économiques pour les territoires visités et de respecter les réalités sociales et culturelles des communautés.

Actions menées

Terres des Andes – Les Nouvelles Terres a développé un modèle touristique fondé sur la coopération avec les acteurs locaux, le respect des cultures et la solidarité. Parmi les principales actions mises en œuvre :

- Co-construction des circuits avec les partenaires locaux, notamment les guides, hébergeurs, familles et petites structures touristiques, afin de proposer des expériences authentiques, adaptées aux réalités et aux attentes des communautés d'accueil.
- Valorisation des retombées économiques locales, en limitant les intermédiaires et en privilégiant les prestataires implantés dans les destinations, dans le respect des conditions de travail et des principes du commerce équitable.
- Contribution au financement de projets locaux, en consacrant une partie du prix des voyages à des initiatives sociales, culturelles, environnementales ou communautaires dans les territoires visités.

Tourisme culturel

TERRES DES ANDES – LES NOUVELLES TERRES

Montpellier, Occitanie, France

- **Limitation des impacts environnementaux des déplacements** dans les destinations, en privilégiant les séjours plus longs, en évitant autant que possible les vols intérieurs et en encourageant des modes de transport moins polluants.
- **Collaboration avec l'ONG Geres,** pour mesurer les émissions liées à l'activité et soutenir des projets de solidarité climatique au bénéfice des communautés touchées par le changement climatique. Ces contributions relèvent d'une démarche de solidarité et non d'une compensation des émissions.
- **Obtention du label Tourisme Équitable et Solidaire,** délivré par l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), sur la base d'une évaluation des pratiques de l'entreprise, de l'organisation des voyages et des relations avec les partenaires locaux.

Résultat et impact

Terres des Andes – Les Nouvelles Terres a développé une offre touristique différenciante, fondée sur la qualité des rencontres, la découverte des cultures et des relations de confiance durables avec les communautés d'accueil.

La collaboration directe avec les guides, hébergeurs et autres prestataires locaux, en limitant les intermédiaires, favorise les retombées économiques dans les territoires visités.

Dans certaines destinations, cette approche a également contribué à promouvoir le leadership des femmes et à renforcer leur participation aux activités touristiques et aux prises de décision.
L'obtention du label ATES constitue une reconnaissance des engagements de l'entreprise et contribue à renforcer sa crédibilité auprès des voyageurs sensibles aux impacts sociaux, culturels et environnementaux du tourisme.
Ce positionnement permet à cette petite structure de répondre aux attentes d'une clientèle recherchant des voyages responsables, tout en consolidant ses partenariats locaux et en proposant des expériences fondées sur l'échange et le partage.

Point clé à retenir

L'expérience de Terres des Andes – Les Nouvelles Terres montre qu'une petite entreprise touristique peut placer les communautés d'accueil au cœur de son modèle économique, en construisant avec elles des expériences respectueuses de leurs cultures et génératrices de retombées locales.

Elle souligne l'importance de privilégier des relations équitables et durables avec les partenaires, d'écouter les besoins des territoires et de s'appuyer sur des démarches de labellisation reconnues pour structurer et valoriser ses engagements.

Crédit photo : Terres des Andes

Co-funded by the European Union

Funded by the European Union. The views expressed are those of the authors only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). [Project Number: 2024-1-ES01-KA220-VET-000255069]

Écotourisme



BLEU MINUIT

Alsace (Grand Est) et Thézillieu (Ain, Auvergne-Rhône-Alpes), France

Défi de durabilité rencontré

Bleu Minuit a été créé avec l'ambition de proposer une expérience d'hébergement haut de gamme au plus près de la nature, sans renoncer au confort des visiteurs. Dès l'origine, la durabilité a été intégrée au modèle économique et à la conception de l'offre touristique.

Le principal défi consistait à concilier la qualité de l'expérience, une conception architecturale respectueuse de l'environnement et la viabilité économique d'un modèle d'hébergement innovant.

Les coûts de construction, les investissements nécessaires à l'écoconception, les contraintes administratives et les difficultés d'accès au financement ont constitué des obstacles importants dans la mise en œuvre du projet.

La volonté de contribuer positivement au développement des territoires d'implantation constituait également une dimension essentielle de cette démarche.

Actions menées

Bleu Minuit a développé une approche globale associant écoconception, immersion dans la nature et partenariats territoriaux. Parmi les principales actions mises en œuvre :

- Conception d'écolodges intégrant des principes de construction passive et privilégiant des solutions architecturales et des matériaux durables.
- Recherche d'une intégration respectueuse des hébergements dans leur environnement naturel, en veillant à limiter leur impact sur les paysages et les milieux environnants.
- Gestion responsable des ressources, notamment de l'eau, en privilégiant le respect des contraintes environnementales plutôt que certaines exigences esthétiques traditionnellement associées à l'hébergement haut de gamme.
- Valorisation des produits locaux et de saison, ainsi que des savoir-faire artisanaux du territoire.
- Collaboration avec les Offices de Tourisme, les collectivités et les prestataires locaux, engagée dès la préparation des implantations.

Écotourisme

BLEU MINUIT

Alsace (Grand Est) et Thézillieu (Ain, Auvergne-Rhône-Alpes), France

- Mise à disposition d'informations et de recommandations permettant aux visiteurs de découvrir les activités locales et d'adopter des comportements respectueux de l'environnement.
- Engagement dans une démarche de labellisation environnementale, notamment à travers la Clef Verte.

L'entreprise cherche ainsi à associer les visiteurs à une expérience de reconnexion à la nature tout en contribuant à la découverte de territoires parfois moins connus.

Résultat et impact

Bleu Minuit a développé une offre touristique différenciante dans laquelle l'engagement environnemental constitue, depuis sa création, une composante essentielle du modèle économique et de l'expérience proposée.

Cette approche favorise la collaboration avec les acteurs locaux et la valorisation de leurs activités auprès des visiteurs. L'entreprise souligne également l'importance de son équipe et de la fidélisation des collaborateurs dans la réussite du projet.

Bleu Minuit est aujourd'hui sollicité par des territoires souhaitant accueillir ses écolodges afin de développer leur offre touristique et de valoriser leurs ressources locales. Ces sollicitations, sans démarche de prospection active de la part de l'entreprise, témoignent de l'intérêt de son modèle pour le développement touristique des territoires.

Point clé à retenir

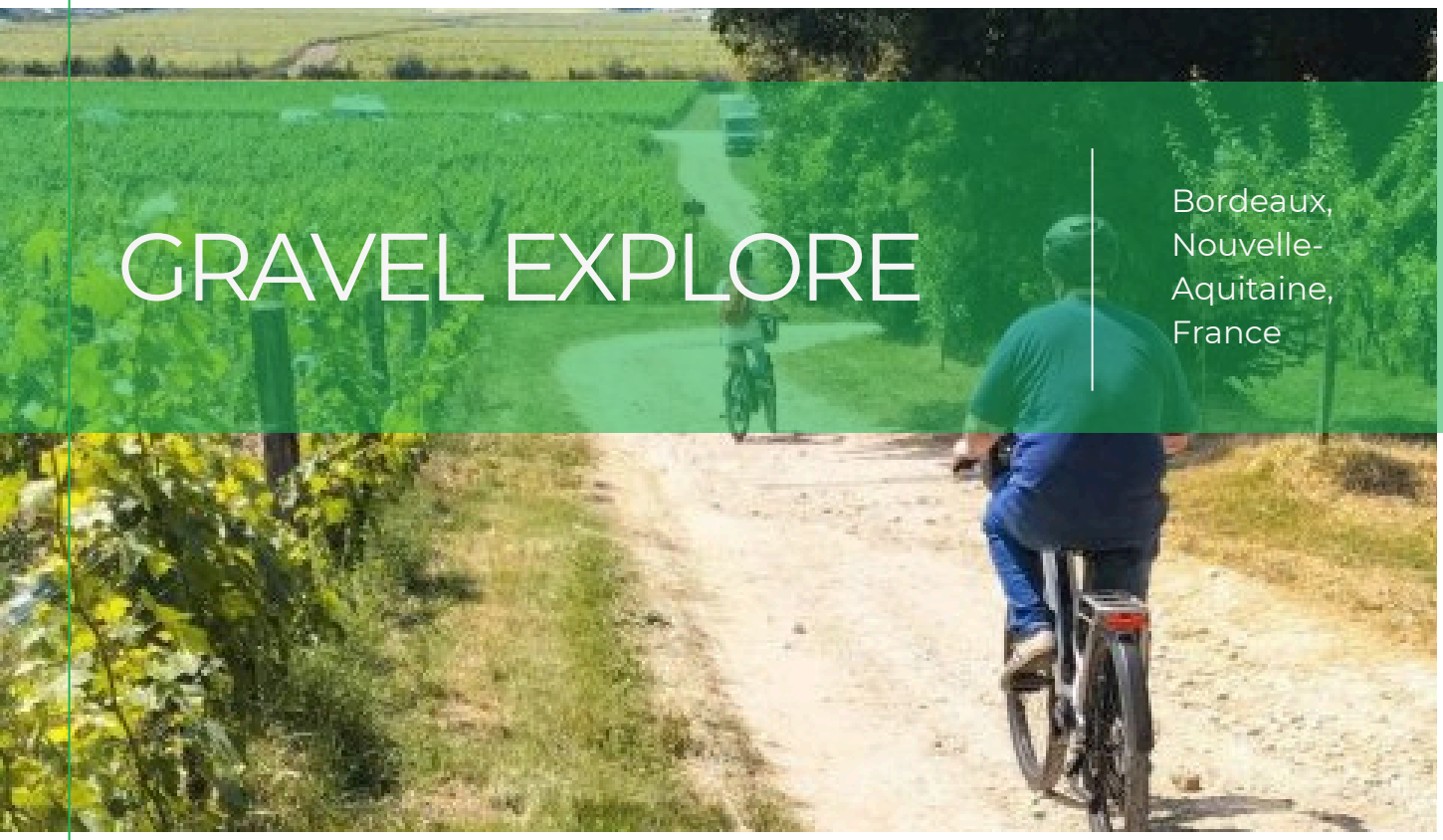
L'expérience de Bleu Minuit montre que la durabilité peut constituer le fondement même d'un modèle touristique haut de gamme, sans être incompatible avec le confort et la qualité de l'expérience. Pour les PME, il est souligné l'importance d'intégrer les enjeux environnementaux dès la conception de l'offre, de s'appuyer sur un écosystème de partenaires locaux et d'anticiper les contraintes économiques et financières associées à ces choix.

Crédit photo : Bleu Minuit

Co-funded by the European Union

Funded by the European Union. The views expressed are those of the authors only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). [Project Number: 2024-1-ES01-KA220-VET-000255069]

Tourisme d’aventure



GRAVEL EXPLORE

Bordeaux, Nouvelle-Aquitaine, France

Défi de durabilité rencontré

Créée en 2024, Gravel Explore propose des excursions sportives guidées à vélo gravel, combinant activité physique, exploration des paysages et découverte du territoire. Dès sa création, l’entreprise a souhaité intégrer des engagements environnementaux et sociaux à son modèle d’activité.

Le principal défi consiste à développer une offre touristique économiquement viable tout en limitant l’impact environnemental des déplacements, en favorisant les retombées économiques pour les acteurs locaux et en rendant certaines expériences touristiques accessibles à des publics qui en sont habituellement éloignés.

Pour cette jeune entreprise, ces ambitions doivent également être conciliées avec les contraintes logistiques, les coûts d’exploitation et la nécessité de rémunérer équitablement ses partenaires. Les effets du changement climatique, notamment les épisodes de fortes chaleurs et les risques d’incendie, représentent par ailleurs un enjeu pour l’organisation des activités de plein air.

Actions menées

Gravel Explore a développé une approche associant mobilité active, intermodalité, découverte des territoires, partenariats locaux et engagement solidaire.
Parmi les principales actions mises en œuvre :

- Organisation d'excursions sportives guidées à vélo gravel, à partir d'itinéraires proposés par l'entreprise ou de parcours sur mesure, conçus en fonction des attentes des groupes et de leur lieu de séjour, dans différents territoires principalement de Nouvelle-Aquitaine.
- Recherche de solutions de mobilité permettant de limiter l'empreinte carbone des excursions, en privilégiant, lorsque cela est possible, les transports collectifs pour les déplacements complémentaires aux parcours à vélo.
- Collaboration avec des acteurs locaux, notamment des viticulteurs, producteurs, prestataires de location de vélos et guides, afin de proposer des expériences authentiques et de favoriser les retombées économiques sur le territoire.
- Participation à des initiatives solidaires, notamment Bordeaux Solid’air et Cultures du Cœur, afin de faciliter l’accès à des

GRAVEL EXPLORE

Bordeaux, Nouvelle-Aquitaine, France

- activités touristiques pour des personnes rencontrant des difficultés économiques ou sociales.
- Soutien à l'association humanitaire ADRA par le reversement d'une partie des bénéfices de l'entreprise.
- Engagement dans le programme LUCIE Progress, afin de structurer progressivement sa démarche de responsabilité sociétale.

Ces actions traduisent la volonté d'intégrer les engagements environnementaux et sociaux au fonctionnement quotidien de l'entreprise, tout en proposant une expérience touristique sportive et de qualité.

Résultat et impact

Gravel Explore a développé une offre touristique différenciante, associant activité physique, découverte des territoires et engagement responsable. Son modèle favorise les collaborations avec des prestataires locaux et contribue à faire découvrir les territoires au-delà des circuits touristiques traditionnels.
Ses engagements sociaux et environnementaux constituent également un élément de différenciation auprès de la clientèle professionnelle

Les activités proposées par Gravel Explore permettent notamment aux entreprises d'organiser des séminaires et des événements en cohérence avec leurs engagements en matière de responsabilité sociétale (RSE).

L'engagement dans le programme LUCIE Progress marque une nouvelle étape dans la démarche de l'entreprise, avec la volonté de structurer ses pratiques et de poursuivre leur amélioration dans la durée.

Point clé à retenir

L'expérience de Gravel Explore montre qu'une petite entreprise de tourisme d'aventure peut intégrer des engagements environnementaux et sociaux dès sa création, en s'appuyant notamment sur la mobilité active, les partenariats locaux et les initiatives solidaires. Elle souligne également l'importance d'avancer progressivement, en recherchant un équilibre entre les ambitions de durabilité, la qualité de l'expérience proposée et la viabilité économique de l'activité.

Crédit photo : Gravel Explore

Co-funded by the European Union

Funded by the European Union. The views expressed are those of the authors only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). [Project Number: 2024-1-ES01-KA220-VET-000255069]

Recommandations pour les PME



La durabilité ne nécessite pas toujours des investissements lourds ou des stratégies complexes dès le départ. Pour les PME touristiques, l'approche la plus efficace consiste souvent à commencer par des actions simples et atteignables, qui réduisent l'impact environnemental tout en améliorant l'efficacité opérationnelle et la satisfaction des visiteurs. De petites actions peuvent produire des bénéfices immédiats et poser les bases d'initiatives plus ambitieuses par la suite.

Les recommandations qui suivent sont conçues comme des points de départ concrets. Les PME touristiques varient fortement en taille, en ressources et en priorités. Aucune démarche de durabilité ne convient donc à toutes les entreprises de la même façon. Chacune doit privilégier des mesures adaptées à sa situation, réalistes et atteignables.

Réaliser un diagnostic de durabilité simple

Avant d'introduire de nouvelles mesures, les entreprises doivent d'abord faire le point sur leurs pratiques actuelles. Un examen basique permet d'identifier les domaines prioritaires d'amélioration et d'établir une base de référence pour suivre les progrès. Quelques questions utiles :

- Où la consommation d'énergie est-elle la plus importante ?
- Quelle quantité de déchets est générée, et quelle proportion est recyclée ?
- Comment l'eau est-elle utilisée dans l'entreprise ?
- Quels achats pourraient être rendus plus durables ?
- Comment les visiteurs se déplacent-ils pour rejoindre la destination ?
- Comment l’entreprise contribue-t-elle à l’économie locale, notamment à travers ses fournisseurs et ses partenaires ?
- Les activités et services proposés sont-ils accessibles à différents publics, notamment aux personnes en situation de handicap ?

Un diagnostic simple n'a pas besoin d'être formel ni coûteux. Même un court état des lieux interne peut révéler des opportunités de réduire les coûts et l'impact environnemental. Dès le départ, il est utile de définir un petit nombre d'indicateurs à

suivre dans le temps, comme la consommation d'énergie, la consommation d'eau, le volume de déchets, ou la part de fournisseurs locaux. Mesurer les progrès permet aux entreprises d'identifier les actions qui fonctionnent, de démontrer des résultats, et de prendre des décisions éclairées pour la suite.

Privilégier les actions à faible coût et à bénéfices immédiats

De nombreuses mesures de durabilité peuvent être mises en œuvre rapidement et avec un investissement financier limité. Il s'agit de commencer par des actions qui réduisent la consommation de ressources et les coûts d'exploitation. Quelques exemples :

- Remplacer l'éclairage classique par des ampoules LED
- Installer des dispositifs d'économie d'eau sur les robinets et les douches
- Surveiller les systèmes de chauffage et de climatisation pour éviter une consommation énergétique inutile
- Réduire les produits à usage unique et les emballages superflus
- Améliorer le tri et le recyclage des déchets
- Privilégier les produits locaux et de saison, en adaptant les achats aux besoins réels pour limiter le gaspillage.
- Réduire les impressions et privilégier les supports numériques pour les réservations, les confirmations et la communication avec les visiteurs, lorsque cela est adapté.
- Optimiser les déplacements et les itinéraires des visites ou excursions afin de limiter les kilomètres parcourus, la consommation de carburant et les coûts de transport.
- Mutualiser certains équipements, matériels ou services avec d'autres entreprises touristiques locales afin de limiter les achats et les dépenses de fonctionnement.
- Adapter la planification des activités et les réservations pour mieux utiliser les équipements et éviter les consommations inutiles.

Ces mesures génèrent souvent des économies tout en témoignant d'un engagement en faveur d'un tourisme responsable, et permettent d'anticiper les futures exigences en matière de durabilité ainsi que les attentes des visiteurs.

Impliquer le personnel, les visiteurs et les partenaires locaux

La durabilité est plus efficace lorsqu'elle implique toutes les personnes liées à l'entreprise. Le personnel peut jouer un rôle clé en identifiant des pistes d'amélioration et en encourageant des comportements responsables chez les visiteurs. Actions concrètes possibles :

- Proposer une formation de sensibilisation de base à la durabilité pour les employés.

- Partager des recommandations environnementales simples avec les clients.
- Promouvoir les transports en commun, le vélo, la marche et d'autres options de mobilité bas carbone.
- Collaborer avec des producteurs, artisans, guides et associations locales, en les associant, lorsque cela est possible, à la conception et à l'amélioration des expériences touristiques proposées.
- Mettre en valeur la culture, le patrimoine et la biodiversité du territoire à travers l'expérience proposée aux visiteurs.

Les visiteurs accordent une valeur croissante aux expériences touristiques authentiques et responsables. Communiquer clairement sur les efforts de durabilité peut renforcer la confiance des clients et enrichir leur expérience globale.

Mobiliser les dispositifs de soutien, réseaux et certifications existants

Il n'est pas nécessaire d'entreprendre seul sa démarche de durabilité. Un large éventail d'organismes propose accompagnement, formations, mise en réseau et soutien financier. Les entreprises peuvent s'appuyer sur les ressources de l'ADEME, Bpifrance, des Chambres de Commerce et d'Industrie, des organismes touristiques régionaux, ainsi que des collectivités et offices de tourisme locaux et régionaux.
Rejoindre des réseaux professionnels comme Acteurs du Tourisme Durable peut également favoriser les échanges entre pairs, l'accès à des outils pratiques et le partage d'expériences. Selon leurs besoins et leur niveau d'avancement, les PME peuvent aussi se renseigner sur les labels et certifications adaptés à leur activité, qui constituent des outils pour structurer leur démarche et valoriser leurs engagements.

Adopter une approche progressive et construire dans la durée

La durabilité doit être envisagée comme un processus continu, et non comme un projet ponctuel. Il n'est pas nécessaire de traiter tous les sujets en même temps. Les entreprises sont invitées à commencer par un petit nombre d'actions atteignables, puis à élargir progressivement leur démarche à mesure que l'expérience et les ressources se développent.
Avec le temps, ces premières mesures peuvent conduire à des changements plus importants : investir dans des équipements économes en énergie, développer des expériences visiteurs plus durables, renforcer les filières d'approvisionnement local. Le facteur le plus important reste la constance. Même de petites améliorations, maintenues et suivies régulièrement, peuvent générer des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques significatifs, pour l'entreprise comme pour son territoire.
À mesure qu'elles gagnent en expérience et en confiance, les entreprises peuvent choisir de formaliser leur démarche de durabilité à travers des certifications reconnues comme Clef Verte ou l'Écolabel européen selon leur secteur d'activité. Ces démarches peuvent nécessiter un investissement initial, mais elles constituent également des outils de structuration et d'amélioration continue. Elles permettent de renforcer la crédibilité des entreprises et de valoriser leurs engagements auprès des visiteurs, des partenaires et des autres parties prenantes.

Ressources pour aller plus loin

Catégorie	Organisation/Ressource	Description
Ministères/Agences nationales	ADEME (Agence de la transition écologique)	Propose des outils pratiques, des formations et des diagnostics pour réduire l'impact environnemental et s'adapter au changement climatique, ainsi que des aides et appels à projets en faveur de l'efficacité énergétique, de la décarbonation et du tourisme durable. Pour approfondir ces sujets, les entreprises peuvent également consulter les publications et guides disponibles dans la Librairie ADEME, notamment ceux consacrés au tourisme durable.
	Direction Générale des Entreprises	Fournit des orientations, des cadres politiques et des dispositifs ciblés pour aider les PME à adopter des modèles économiques durables et compétitifs.
	Direction Générale des Entreprises	Apporte un accompagnement technique, des analyses sectorielles, des programmes de renforcement de compétences et des opportunités de mise en réseau, et soutient les initiatives nationales dans le secteur touristique.

Catégorie	Organisation/Ressource	Description
Organismes territoriaux et réseaux d'accompagnement	Comités Régionaux du Tourisme / organismes touristiques régionaux	Proposent un accompagnement, des formations, des opportunités de mise en réseau et l'accès à des dispositifs de financement régionaux, et mettent en relation avec les partenaires locaux et nationaux engagés dans la transition écologique. La plupart des organismes régionaux disposent de portails en ligne dédiés aux professionnels du tourisme. Se référer au comité régional du tourisme de votre région.
	Comités Départementaux du Tourisme	Proposent un accompagnement, des formations, des opportunités de mise en réseau et l'accès à des dispositifs de financement départementaux, en aidant les PME à structurer et à faire évoluer leur offre, et en facilitant l'accès aux programmes de durabilité et de développement des destinations. Se référer au comité départemental/local du tourisme de votre secteur.

Catégorie	Organisation/Ressource	Description
Organismes territoriaux et réseaux d'accompagnement	Chambres de Commerce et d'Industrie	Proposent des services de conseil, des formations et un accompagnement sur les pratiques durables, et aident les PME à accéder aux dispositifs de financement et aux certifications environnementales pertinents. Se référer à la chambre de commerce et d'industrie de votre région/secteur.
	Offices de Tourisme	Interlocuteurs de proximité pour les entreprises touristiques, les Offices de Tourisme peuvent proposer des informations, des conseils et des actions de sensibilisation au tourisme durable. Ils facilitent également la mise en relation avec les acteurs locaux, les réseaux professionnels et les dispositifs d'accompagnement disponibles sur leur territoire, selon leurs missions et leurs moyens.

Catégorie	Organisation/Ressource	Description
Labels, certifications et référentiels de durabilité	Écolabel européen pour l'hébergement touristique	Label environnemental officiel de l'Union européenne, destiné aux hébergements touristiques respectant des critères relatifs notamment à l'énergie, à l'eau, aux déchets et aux achats responsables.
	Clef Verte	Label environnemental international, porté en France par l'association Teragir, destiné aux hébergements touristiques et aux restaurants engagés dans une démarche d'amélioration de leurs pratiques environnementales.
	Global Sustainable Tourism Council	Organisme international qui définit des critères de référence pour le tourisme durable et contribue à la reconnaissance des systèmes de certification. Il ne délivre pas directement de label aux entreprises touristiques.
	Destination d'Excellence	Label national porté par l'État français, qui valorise la qualité de l'accueil et des services ainsi que les engagements écoresponsables des professionnels du tourisme.

Catégorie	Organisation/Ressource	Description
Labels, certifications et référentiels de durabilité	Label Tourisme Équitable et Solidaire – ATES	Label associatif français valorisant l'engagement des opérateurs de voyages en faveur de pratiques touristiques éthiques et responsables, d'une répartition équitable des retombées économiques et d'un tourisme respectueux des populations et de l'environnement, développé en étroite collaboration avec les communautés locales.
	Accueil Vélo	Marque nationale française identifiant les établissements et services touristiques proposant un accueil et des prestations adaptés aux cyclotouristes.
	Écogîte – Gîtes de France	Label écologique français du réseau Gîtes de France, destiné aux hébergements touristiques ruraux engagés dans une démarche exigeante de performance environnementale, notamment en matière d'efficacité énergétique, d'utilisation de matériaux sains, de gestion des ressources et d'intégration dans l'environnement naturel et l'économie locale.

Category	Organisation/Resource	Description
Site du projet FOOTPRINT :	FOOTPRINT project	Donne accès à l'ensemble des ressources du projet, notamment au Cadre des Principes de Pratique, aux Guides de Soutien Nationaux, aux supports de formation et aux outils destinés à accompagner les PME touristiques vers des pratiques plus durables.

Références

Acteurs du Tourisme Durable (ATD). (2026). Site officiel. https://www.tourisme-durable.org/

Agence de la transition écologique (ADEME). (2023). Stratégie pour la transformation du secteur du tourisme 2023-2025. https://librairie.ademe.fr/changement-climatique/5997-strategie-pour-la-transformation-du-secteur-du-tourisme-2023-2025-9791029720338.html

Agence de la transition écologique (ADEME). (s. d.). Tourisme durable – La Librairie ADEME. https://librairie.ademe.fr/3613-tourisme-durable

Agence de la transition écologique (ADEME). (s. d.). Toutes les aides financières pour la transition écologique des entreprises. https://agirpourlatransition.ademe.fr/entreprises/aides-financieres

Agence de la transition écologique (ADEME). (2025). Écogîte – Gîte et chambre d'hôtes. https://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/mieux-consommer/mieux-choisir/labels-environnementaux/hebergement/gite-chambre-hotes-ecogite

Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES). (s. d.). Site officiel. https://ates-tourisme-equitable.org/

Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES). (2025). Le label Tourisme Équitable. https://www.tourisme-equitable.org/le-label-tourisme-equitable/

Atout France. (s. d.). Site officiel. https://www.atout-france.fr/fr

Atout France. (s. d.). Poids du tourisme dans l'économie française. https://www.atout-france.fr/fr/informations/poids-du-tourisme-dans-leconomie-francaise

Atout France. (s. d.). Plan Destination France. https://www.atout-france.fr/fr/plan-destination-france

Atout France. (s. d.). Destination d'excellence. https://www.atout-france.fr/fr/destination-dexcellence

References

Bpifrance. (s. d.). Tourisme. https://www.bpifrance.fr/tourisme

Bpifrance. (s. d.). Plan Tourisme : accompagnement et financement de la filière touristique. https://www.bpifrance.fr/plan-tourisme-accompagnement-et-financement-de-la-filiere-touristique

Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). (s. d.). Site officiel. https://www.cci.fr/

Commission européenne. (s. d.). EU Ecolabel Tourist Accommodation. https://environment.ec.europa.eu/topics/circular-economy-topics/eu-ecolabel/eu-ecolabel-tourist-accommodation_en

Commission européenne, Direction générale de la mobilité et des transports. (s. d.). EU funding and businesses. https://transport.ec.europa.eu/tourism/eu-funding-and-businesses_en

Direction générale des Entreprises (DGE). (s. d.). Le secteur du tourisme en France. https://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-dactivite/le-secteur-du-tourisme-en-france

Direction générale des Entreprises (DGE). (s. d.). Rendre le tourisme plus durable. https://www.entreprises.gouv.fr/priorites-et-actions/transition-ecologique/rendre-le-tourisme-plus-durable

Fédération des Parcs naturels régionaux de France. (2026). Carte des 60 Parcs naturels régionaux de France. https://www.parcs-naturels-regionaux.fr/mediatheque/ressources/carte-des-60-parcs-naturels-regionaux-de-france

FOOTPRINT. (s. d.). Cadre des principes de pratique. Projet FOOTPRINT.

France Vélo Tourisme. (s. d.). Les services Accueil Vélo. https://www.francevelotourisme.com/accueil-velo

Global Sustainable Tourism Council (GSTC). (s. d.). Standards, certifications and training. https://www.gstc.org/

Green-4-Future. (s. d.). Green EntreComp Framework – Ideas and Opportunities, Resources, Into Action. Intellectual Output 1. Document élaboré par UPB, UPIT et CARDET.

Green Globe. (s. d.). Site officiel. https://www.greenglobe.com/

Green Key. (s. d.). Site officiel. https://www.greenkey.global/

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). (2026). Le tourisme en France. https://www.insee.fr/fr/statistiques/8670609?sommaire=7667330

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. (2023). Tourisme : une stratégie nationale pour gérer les flux touristiques. https://www.economie.gouv.fr/actualites/tourisme-une-strategie-nationale-pour-gerer-les-flux-touristiques

References

Ministère de la Transition écologique. (s. d.). Adaptation de la France au changement climatique – PNACC-3. https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/adaptation-france-changement-climatique

Ministère de la Transition écologique. (s. d.). Réseau européen Natura 2000. https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/reseau-europeen-natura-2000

Ministère de la Transition écologique. (2026). Aires protégées en France. https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/aires-protegees-france

Office français de la biodiversité (OFB). (2025). Les parcs nationaux de France : chiffres clés. https://ofb.gouv.fr/doc/les-parcs-nationaux-de-france-chiffres-cles

Organisation internationale de normalisation (ISO). (s. d.). Site officiel. https://www.iso.org/fr/home.html





Footprint

FEVECTA
Federació Valenciana d'Empreses Cooperatives de Treball Associat

spectrum
RESEARCH CENTRE

albea
building up your resilience

Ajuntament de
Quart de Poblet

CEDRU

TOURISM ORGANIZATION OF THE MAZOVIA REGION

Co-funded by the European Union

Funded by the European Union. The views expressed are those of the authors only and do not necessarily reflect those of the European Union or the European Education and Culture Executive Agency (EACEA). [Project Number: 2024-1-ES01-KA220-VET-000255069]

CC BY NC SA